

L'Afrique reste en marge des négociations climatiques

LEMONDE.FR | 30.11.11 | 20h28 • Mis à jour le 30.11.11 | 22h06



Les réfugiés somaliens fuient leur pays à cause de la sécheresse ou de la guerre civile, parfois les deux. AFP / Roberto Schmidt

C'est le continent qui pâtit le plus sévèrement des effets du changement climatique, tout en abritant le moins de pollueurs. En posant ses valises à Durban, sur le sol sud-africain, la [conférence de l'ONU sur le climat](#) met en lumière la situation aussi paradoxale que complexe à laquelle est confrontée l'Afrique.

Et la situation risque de s'aggraver, tant la région se révèle vulnérable face au réchauffement de la planète. Un tiers de sa population, 300 millions d'habitants, vit déjà dans des zones de sécheresse, notamment dans la Corne de l'Afrique, et 75 à 250 millions de personnes supplémentaires pourraient perdre leurs moyens de subsistance d'ici à la fin de la décennie, du fait des changements climatiques, qu'il s'agisse de l'épuisement des ressources en eau, des baisses des rendements agricoles, de la perte de biodiversité ou de la montée du niveau des mers.

Pourtant, l'Afrique subsaharienne ne compte que pour 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il y a bien, malgré tout, l'Afrique du Sud, treizième pollueur de la planète. Mais avec 4,3 millions de tonnes de CO₂, selon les [statistiques onusiennes](#) de 2008, le pays se situe encore à un niveau douze fois inférieur à celui des Etats-Unis (5,4 milliards de tonnes) et seize fois moindre que celui de la Chine (7 milliards). Surtout, l'[empreinte écologique](#) – surface nécessaire au mode de vie d'une personne pour produire sa nourriture, ses biens et absorber ses déchets – du continent est extrêmement faible : un Africain consomme 1,1 hectare par an, contre 9,4 hectares pour un Américain et 4,8 pour un Européen.

NOYÉS PAR LES DÉTAILS TECHNIQUES

La raison de cette dichotomie : l'Afrique est tenue à l'écart des négociations climatiques, ce qui l'empêche de fait de prendre les décisions qui lui sont les plus profitables en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique. Pourquoi une telle exclusion ?

D'abord, parce que les délégations africaines manquent cruellement d'expérience, de compétences et de ressources pour parvenir à dénouer l'écheveau technique et complexe des négociations onusiennes. *"Il n'est pas rare de voir une petite dizaine de membres représenter un pays africain, quand plus d'une centaine occupent les rangs des délégations américaine ou chinoise, livre Sylvain Angerand, qui suit le sommet de Durban pour Les Amis de la Terre. Sans compter que ces représentants ne maîtrisent pas tous l'anglais, sont noyés par les détails techniques et peinent à suivre toutes les discussions."*

Les pays africains font bien partie de différents groupes de travail, qui pourraient faciliter leur accès aux discussions sur le climat. Mais ces groupes sont trop hétérogènes pour réellement s'avérer moteurs et force de proposition. *"L'Afrique est perdue dans les instances de négociations, qu'il s'agisse du G77 et de la Chine [coalition de pays émergents], du comité pour la transition technologique ou du comité pour le fonds verts. Il y a trop de groupes, de comités et de réunions, composés de pays aux intérêts trop divergents et aux positions parfois contradictoires"*, explique Stéphane Pouffary, expert sur les questions énergétiques et climatiques et président de l'association Energies 2050.

"La situation s'est grandement améliorée", tente de relativiser Pierre Radanne, expert en négociations climatiques et politiques énergétiques. "On a vu émerger une société civile, via les ONG, qui s'implique de plus en plus dans les débats. L'Afrique est plus représentée qu'il y a quatre ou cinq ans."

MANQUE DE MOYENS

Malgré tout, le continent souffre de son manque de moyens. Participer à chaque conférence annuelle sur le climat — qui implique des déplacements en avion et des nuits d'hôtel —, mais aussi aux nombreuses rencontres de préparation et d'échanges entre pays qui les précèdent et leur succèdent, demande d'investir des sommes importantes, dont ne disposent pas nombre de pays africains qui peinent déjà à subvenir à leurs besoins les plus immédiats.

Il y a bien différentes aides, des Nations unies, de la Commission européenne ou de la Francophonie, pour leur permettre de s'emparer des discussions sur le climat. Mais ces fonds sont largement en deçà des besoins et des promesses faites au continent.

Ainsi, le [mécanisme de développement propre](#) introduit par le protocole de Kyoto, qui consiste pour les pays industrialisés à financer des projets réduisant ou évitant des émissions dans les pays en développement en contrepartie de crédits carbone, ne bénéficie que très peu à l'Afrique. Les trois-quarts des investissements sont faits dans les BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud) contre près de 5 % pour l'Afrique (essentiellement en Afrique du Sud et au Nigeria). *"Les investisseurs préfèrent des projets de transformation de procédés industriels dans lesquels la réduction de carbone est mesurable, traçable et vérifiable, plutôt que des projets plus transversaux, comme ceux permettant l'accès à l'énergie ou à l'eau"*, justifie Stéphane Pouffary. Or, l'Afrique, très peu émettrice, a davantage besoin de [mesures d'adaptation](#) au changement climatique que de mesures d'atténuation de ses effets.

Autre souci : les [financements précoces pour le climat](#), qui doivent permettre de financer les besoins les plus urgents des pays en développement contre le changement climatique avant la mise en place du [fonds vert](#) en 2013, n'ont pas pris la forme escomptée. Une partie de ces 29,2 milliards de dollars sur trois ans a consisté en un recyclage de l'aide au développement et l'autre a pris la forme de prêts conditionnels au lieu des dons traditionnels. *"En raison des démarches et des contraintes administratives qu'impliquent ces prêts, nombre de pays africains n'ont pas été en mesure de monter suffisamment de dossiers de qualité pour mobiliser ces fonds"*, explique Stéphane Pouffary, soulignant par ailleurs les *"difficultés de gouvernance"* et l'*"insuffisante ingénierie"* dans ces pays.

PRESSIONS EXTERNES

Ce manque d'expérience et de budgets font de l'Afrique une région très dépendante de l'aide internationale et donc sujette à pressions. Contre espèces sonnantes et trébuchantes, les Etats africains acceptent alors de rallier les positions climatiques des uns et des autres, de la Chine, des pays arabes, des Etats-Unis ou encore de la France, sans se préoccuper de leurs intérêts environnementaux. *"En raison de son très faible pouvoir économique et de son fort besoin de financement, l'Afrique peine à imposer son point de vue dans les négociations climatiques. Elle cherche à convaincre et non à exiger"*, regrette Stéphane Pouffary.

Comment l'Afrique peut-elle faire entendre sa voix ? La solution réside dans des mécanismes financiers plus flexibles pour cette région du monde, avance l'expert : *"Les pays du Sud devraient pouvoir disposer d'un accès direct aux financements climat, sans avoir à passer par des agences spécialisées aux procédures complexes. Dans le même esprit, des enveloppes par pays, alimentées par des dons et non par des prêts, pourraient permettre de fluidifier l'accès aux financements qui devraient être répartis à parts égales entre l'adaptation et l'atténuation."*

Audrey Garric